

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE SOUS POUTINE

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Philippe KLETZEL
dans le cadre du séminaire
« La Russie et son environnement Géopolitique »**

Directeur : Mlle Isabelle FACON
Chargée de recherche auprès de
la Fondation pour la Recherche Stratégique

Mars 2004

INTRODUCTION

PREMIERE PARTIE :

Le pragmatisme de la politique étrangère russe vis à vis des E.U.

Avant le 11 septembre : les mauvaises relations

Après 11 septembre : rationalisation de la politique étrangère et pragmatisme

Le conflit E.U.-Irak : une politique pragmatique tournée vers les intérêts nationaux

DEUXIEME PARTIE :

L'élargissement du partenariat russe en Europe.

Les relations avec l'U.E. : économisation et multivectorialité

Le pragmatisme de la politique de Poutine vis à vis de ses anciens alliés

TROISIEME PARTIE :

Rationalisation de la politique asiatique de la Russie.

Des relations sereines et équilibrées avec le Japon

Les relations avec la Chine : la fin de l'unilatéralisme.

CONCLUSION

INTRODUCTION

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

1. Le pragmatisme de la politique étrangère russe vis à vis des E.U.
 - 1.1 Avant le 11 septembre : les mauvaises relations.
 - 1.1.1 « La fatigue russe des E.U. ».
 - 1.1.2 Contrer le projet américain de bouclier anti-missiles.
 - 1.1.3 Peser sur les décisions de l'Alliance Atlantique.
 - 1.2 Après le septembre noir : rationalisation de la politique étrangère et opportunisme.
 - 1.3 Le conflit E.U. – Irak : une politique pragmatique tournée vers les intérêts nationaux.
 - 1.3.1 Les raisons de la position russe : la dimension interne de la politique étrangère.
 - 1.3.1.1 La contraction géopolitique.
 - 1.3.1.2 Le déclin démographique.
 - 1.3.2 Nouvelles alliances russes lors du conflit irakien.
 - 1.3.2.1 Une attitude pragmatique vis à vis des E.U.
 - 1.3.2.2 Le pragmatisme économique.
 - 1.3.2.3 Une décision influencée par les musulmans de Russie.
 - 1.3.2.4 Les structures régionales de sécurité.
2. L'élargissement du partenariat russe en Europe.
 - 2.1 Les relations avec l'U.E. : financiarisation et multivectorialité.
 - 2.1.1 Développer la coopération : la logique économique.
 - 2.1.2 De nombreuses initiatives multilatérales et bilatérales.
 - 2.2 Le pragmatisme de la politique de Poutine vis à vis de ses anciens alliés.
 - 2.2.1 Un dialogue renouvelé avec ses anciens alliés.
 - 2.2.2 La Russie à la reconquête de ses positions traditionnelles.
3. Rationalisation de la politique asiatique de la Russie.
 - 3.1. Des relations sereines et équilibrées avec le Japon.
 - 3.2. Les relations avec la Chine : la fin de l'unilatéralisme.
 - 3.2.1 Les facteurs du nouveau partenariat russo - chinois.
 - 3.2.2 Des visions stratégiques divergentes au plan régional et global.
 - 3.2.3. Des échanges économiques et commerciaux décevants.
 - 3.2.4. Un partenariat déséquilibré.

Lorsque Vladimir Poutine arrive au pouvoir en Russie en fin d'année 1999, la situation n'est pas rayonnante dans l'ex-U.R.S.S. : le pays est marginalisé et humilié sur la scène internationale.

D'emblée Poutine affirme sa volonté de rendre à son pays son statut international perdu depuis que l'U.R.S.S. avait cessé d'exister. Aujourd'hui, il est indéniable que la ligne établie par le président russe depuis son élection a apporté de réels résultats quant au rayonnement de la Russie sur la scène internationale. La mise en valeur du rôle joué par le chef de l'Etat dans l'obtention de succès diplomatiques traduit le fait que Poutine apparaît comme l'architecte central de la politique extérieure, tant dans sa coordination que dans la définition des approches qui la fondent. Ces approches, relativement innovantes pour certaines d'entre elles, ont été définies bien avant le 11 septembre 2001 – dès l'arrivée de Poutine au pouvoir. Ainsi, les événements du septembre noir semblent avoir opéré un rapprochement entre les deux ennemis du passé. Or, la prise de position russe pro-européenne à l'occasion du dernier conflit irakien semble contredire cet état de fait.

A la lumière de ces événements, on peut se poser la question suivante :

La politique étrangère suivie par Poutine obéit-elle à des préceptes précis ?

Une étude approfondie de la politique étrangère russe semble aller dans le sens de cette idée. En effet Poutine a défini un certain nombre de principes devant sous-tendre, de manière systématique et prioritaire les initiatives du pays sur la scène internationale.

Le principe sans doute le plus valorisé réside dans l'« économisation » de la politique extérieure. L'essence de cette ligne, qui prolonge des tendances pré-existantes, a été plus d'une fois explicitée par le ministre russe des affaires étrangères comme une politique étrangère active visant à former les conditions optimales pour la poursuite de la croissance économique et pour favoriser les activités des milieux d'affaires russes .

Ainsi, une priorité essentielle de la politique extérieure de la Fédération de Russie dans le domaine des relations économiques internationales consiste à contribuer au développement de l'économie nationale, ce qui est inenvisageable dans le contexte de la globalisation sans une inclusion large de la Russie dans le système des relations économiques mondiales.

L'économisation de la politique extérieure russe reflète aussi la prise en compte par les autorités russes du poids croissant du facteur économique dans les rapports de puissance dans la vie internationale.

Ensuite, le président Poutine cherche à « désidéologiser » la politique extérieure russe trop tournée vers les Etats –Unis (E.U.) en imposant le concept de multivectorialité. Celui-ci est défini comme caractérisant une politique dans laquelle les différentes orientations géographiques et priorités ne se contredisent pas mais se complètent entre elles. Ces partenariats doivent reposer sur la défense d'intérêts objectifs et non sur l'impératif politique prioritaire de faire obstacle à l'affirmation de l'hyper puissance américaine. Ainsi, est défini le troisième et dernier précepte suivi par Poutine : la rationalisation de la politique étrangère.

Afin de démontrer que la ligne suivie par la politique étrangère de Poutine obéit bien aux concepts de économisation, multivectorialité, et rationalisation, il convient de prendre comme illustration la politique russe vis à vis des E.U., de l'Europe et de l'Asie ces dernières années.

1. LE PRAGMATISME DE LA POLITIQUE ETRANGERE RUSSE VIS-A-VIS DES E.U.

Le 31 décembre 1999, Vladimir Poutine arrive au pouvoir dans une Russie affaiblie qui a perdu beaucoup de son influence dans un monde en mutation. Les relations entre la Russie et les E.U. sont marquées par un déséquilibre humiliant et difficilement acceptable pour l'ancienne superpuissance.

Donnant priorité aux intérêts nationaux, le président Poutine adapte de façon pragmatique sa politique étrangère vis à vis des E.U. en fonction de l'évolution de la situation internationale. On peut ainsi distinguer jusqu'à présent trois grandes phases délimitées par deux événements majeurs : les attentats du 11 septembre et la guerre américaine contre l'Irak.

1.1. AVANT LE 11 SEPTEMBRE : MAUVAISES RELATIONS.

Avant le 11 septembre, Vladimir Poutine avait déjà engagé une politique de rapprochement avec les E.U. En effet, le président russe est obligé de faire preuve de pragmatisme afin de faire face au désintérêt américain pour les affaires russes. Ensuite, la

Russie se doit d'opérer une alliance de circonstance avec l'Europe pour contrer le projet américain de bouclier antimissile. Enfin, pour limiter l'hyper puissance américaine, Poutine tente de peser sur les décisions de l'Alliance Atlantique.

1.1.1. « LA FATIGUE RUSSE DES ETATS –UNIS ».

Le partenariat avec Washington a été traditionnellement au centre de la politique étrangère soviétique puis russe. Au moment où Vladimir Poutine arrive au pouvoir, il apparaît clairement qu'il ne l'est plus et ne peut l'être. L'écart s'est creusé entre la grande puissance américaine et une Russie très affaiblie qui ne semble pas en mesure de sortir avant longtemps de la difficile période de transition dans laquelle elle est engagée depuis 1991. Et les relations entre les deux pays sont sérieusement détériorées depuis déjà plusieurs années. Le changement d'équipe au pouvoir à Moscou puis à Washington n'a pas amélioré la situation. La visite à Moscou du président Clinton, les 3 et 4 juin 2000, ne permet pas de surmonter ni les divergences, ni la méfiance. Et la première rencontre des présidents Poutine et Bush, le 16 juin 2001 à Ljubljana en Slovénie, ne paraît guère plus concluante. L'analyse de la Russie que font les proches conseillers de George Bush ne laisse plus aucune place au « romantisme » du début des années 1990. Condoleezza Rice affirme considérer la Russie comme un partenaire voire un allié », mais elle estime qu'elle « constitue une menace » pour les E.U. en raison de sa faiblesse, de l'incohérence de sa politique et des risques de prolifération nucléaire qu'elle représente. Aux yeux d'une autre personnalité républicaine, si la Russie n'est pas un ennemi, « elle n'est pas un ami », elle fait partie des « in-betweens ». L'objectif des E.U., estime la nouvelle administration, ne doit plus être de soutenir les réformes économiques et politiques russes, sur lesquelles elles n'ont que peu de prises : à cet égard, la politique d'aide menée par Bill Clinton a été une « erreur de jugement » qui a coûté très cher aux E.U.

1.1.2. CONTRER LE PROJET AMERICAIN DE BOUCLIER ANTIMISSILE

Les dirigeants russes sont farouchement opposés au projet américain de déploiement d'un système de défense antimissile. La mise en place de ce bouclier aurait en effet de bouleverser l'équilibre stratégique, basé sur le principe de dissuasion, qui existe entre les deux pays depuis la signature, en 1972, pour une durée indéterminée, à l'époque où l'U.R.S.S. était considérée comme la deuxième puissance mondiale du traité A.B.M., qui

garantit la vulnérabilité réciproque des deux pays. Aux yeux de Moscou, elle aurait pour effet de diminuer encore plus son poids dans le monde. Si les E.U. parviennent à protéger leur territoire, la Russie n'ayant pas les moyens de se lancer dans un programme de ce type, l'écart entre les deux pays se creuserait encore davantage. L'influence qu'a jusqu'ici conféré à la Russie son statut d'Etat nucléaire en serait grandement entamée.

Pour contrer le programme américain, la Russie s'est lancée dans une grande offensive diplomatique. Elle refuse, comme le lui demande Washington, de renégocier le traité A.B.M. Alors que celui-ci est qualifié par Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, « d'histoire ancienne » et par Condoleezza Rice de « relique » du passé conclu dans un contexte de guerre froide aujourd'hui révolu ; les dirigeants russes affirment qu'il est la pierre angulaire de la stabilité stratégique, et qu'un lien existe entre les traités Start I et II, d'une part, et A.B.M., d'autre part, la remise en cause de ce dernier relancerait la course aux armements et détruirait l'équilibre stratégique existant. Pour donner davantage de poids à leurs arguments, les dirigeants russes ont demandé au Parlement de ratifier START II, ce qui fut fait en avril 2000, après des années de tergiversations, en conditionnant sa mise en œuvre au respect du traité A.B.M.

Le président Poutine se lance par ailleurs dans une vaste opération de lobbying, en particulier auprès des alliés européens des E.U. qu'il sait réservés à l'égard du programme M.D.S. Chacune de ses rencontres avec les dirigeants européens est l'occasion pour lui de souligner les répercussions très négatives qu'aurait le déploiement du bouclier américain et de nier le bien fondé de l'analyse américaine, basée sur la nécessité de contrer la nouvelle menace nucléaire qui vient aujourd'hui, si l'on en croit Washington, des « Etats voyous ». Il ne manque pas de dénoncer également le caractère unilatéral de la décision américaine, Washington s'étant dit prêt, à défaut d'un accord avec Moscou, à agir unilatéralement. Vladimir Poutine tente enfin de promouvoir un programme alternatif : le 5 juin à Rome, il propose la mise en place d'une défense antimissile tactique au niveau européen.

1.1.3. PESER SUR LES DECISIONS DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE.

Peser sur les décisions de l'alliance Atlantique est l'autre objectif prioritaire de Moscou. La « méthode Poutine » est dans la même ligne que celle utilisée pour contrer le programme M.D.S. Le nouveau maître du Kremlin revient dès son arrivée au pouvoir sur la « politique de la chaise vide » menée par Boris Eltsine – il avait suspendu toute coopération avec l'O.T.A.N. le jour de l'intervention de celle-ci au Kosovo, en mars 1999, évoquant

même, le 5 mars 2000, lors d'une interview à la BBC, l'éventualité d'une adhésion de la Russie à l'Alliance. Au secrétariat général de l'Alliance, Georges Robertson, qu'il reçoit à Moscou en février 2000, Poutine indique que la Russie est prête à renouer par étapes les relations avec celle-ci. C'est chose faite dans les mois qui suivent. Le Conseil conjoint permanent recommence à fonctionner à partir de mai 2000 : le 24 mai, pour la première fois depuis la crise du Kosovo, il se réunit au niveau ministériel, à Florence. Le 21 novembre, La Russie participe à nouveau à une session de l'Assemblée parlementaire de l'O.T.A.N. Ce même automne, elle accepte de participer à l'un des exercices organisés au Kazakhstan dans le cadre du « Partenariat pour la paix ». En février 2001, le Bureau d'information de l'O.T.A.N. est inauguré à Moscou par Georges Robertson, une inauguration qui avait été repoussée en raison des critiques occidentales de la guerre en Tchétchénie. Des positions communes sur la Macédoine au cours de l'hiver 2001 facilitent ce rapprochement. Cette coopération est perçue par la Russie comme le seul moyen de faire entendre sa voix. « Il n'y a pas d'alternative à la coopération entre la Russie et l'O.T.A.N. », a déclaré sans ambiguïté, au début de l'année 2000, le général Ivachov, chef du département coopération internationale du ministre de la Défense. L'objectif recherché est explicite : la Russie veut être associée aux décisions prises par l'Alliance. Igor Sergueev, le ministre de la Défense, le dit ouvertement. Ce que la Russie recherche, c'est d'abord à prévenir une nouvelle vague d'élargissement de l'Alliance. Alors que les responsables occidentaux continuent à s'employer à la convaincre que « l'O.T.A.N. n'est pas une menace pour elle » et qu'ils se disent convaincus que « la sécurité en Europe ne peut être atteinte qu'en commun avec elle », son hostilité à son égard reste intacte. Poutine et ses proches ne manquent pas une occasion de le réaffirmer : l'élargissement de fait « une erreur » ; il « serait contraire aux intérêts nationaux de la Russie » ; il créerait « de nouvelles lignes de fracture » et mettrait en danger la stabilité européenne ; il serait « un signal négatif très sérieux » lancé à la Russie. L'adhésion des pays baltes « représenterait un danger direct pour les intérêts russes ». Cette offensive diplomatique s'accompagne, comme en 1997, lors du premier élargissement, d'une série de menaces qui, en 2001, visent en particulier les pays baltes. Des menaces dont la portée est affaiblie par la dramatisation dont la Russie avait déjà entouré cette question en 1997. Les dirigeants russes le savent. Ils sont conscients qu'ils n'ont pas les moyens d'interdire un nouvel élargissement si celui-ci est souhaité par les pays-membres, en particulier les E.U. Mais ce qu'ils espèrent, tant que la décision n'est pas prise, c'est conforter le poids de ceux qui sont hostiles et obtenir que les pays baltes soient exclus du processus. Ce qu'ils cherchent, par ailleurs, c'est à limiter les coopérations développées depuis 1994 entre

l'O.T.A.N. et les nouveaux Etats Indépendants. Ils restent très méfiants à l'égard des activités de l'Alliance développées, dans le cadre du « partenariat pour la paix », dans l'espace anciennement soviétique ; ils perçoivent ces activités comme une forme d'appartenance à l'O.T.A.N., un sas menant à l'adhésion, une sorte d' « école de l'Alliance ». Cela les amène, entre autre, à refuser de participer à la plupart des exercices organisés dans ce cadre dans l'espace C.E.I. tant qu'ils n'auront pas été associés à la décision concernant la définition et la planification des dits exercices.

Les difficultés des relations avec les E.U., la nécessité dans laquelle elle se trouve de chercher des soutiens pour contrer les projets américains, au moment des deux élargissements à l'Est de l'O.T.A.N. et de l'U.E. caractérisent la situation géopolitique de la Russie à l'aube du 11 septembre 2001. La politique pragmatique de Poutine visant un rapprochement entre les deux puissances va encore s'accroître à l'aube du 11 septembre.

1.2 APRES LE 11 SEPTEMBRE : RATIONALISATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE ET OPPORTUNISME.

L'attentat terroriste contre les tours jumelles a fait entrer le monde dans une ère nouvelle. Il ne fait aucun doute que Poutine a très vite pris la mesure des événements et en a tiré les conséquences.

La Russie est redevenue en quelques jours le meilleur allié des Etats-Unis. Les attentats du 11 septembre 2002 à New York et Washington ont radicalement changé le paysage international. Pour la première fois dans leur histoire, les Américains ont senti la menace directe pesant sur leur sécurité. La vague de solidarité avec les E.U. déferla à travers le monde, surtout chez leurs alliés atlantiques en Europe et le Japon.

Mais une fois le premier choc passé, cette réaction épidermique cède progressivement la place à des sentiments plus mélangés. « Le septembre noir » a révélé la vulnérabilité de l'unique superpuissance .

Face à cette situation, Poutine se trouva devant un choix cornélien. La société et le monde politique en Russie ont réagi aux scènes apocalyptiques diffusées sur les écrans de télévision de façon contradictoire. Pas mal de Russes avaient le même réflexe que les gens de la rue partout en Europe et des moscovites, surtout des jeunes, ont apporté des fleurs à l'ambassade des E.U. D'autre ont réagi avec une sorte de joie malsaine – il y a eu des pancartes « souvenez--vous de Belgrade ! » ou « C'est maintenant votre tour ». Si les libéraux appelaient à prendre place dans la coalition antiterroriste guidée par les E.U., les communistes

et les nationalistes affichaient leurs réflexes anti-américains de toujours. La part des uns et des autres n'était pas égale : selon un sondage, seulement 28 pour cent de russes désiraient soutenir les opérations américaines en Afghanistan tandis que 54 pour cent étaient partisans d'une position de neutralité. La seconde tendance fut particulièrement forte dans l'armée qui n'a pas « digéré » l'élargissement de l'O.T.A.N. et le Kosovo, ainsi que dans le complexe militaro-industriel intéressé aux marchés des pays arabes. La carrière passée du président issu du service de renseignements extérieurs et l'état d'esprit de la majorité de son électorat sensible à la rhétorique patriotique le poussaient à priori de ce côté-là.

Or, Poutine décida d'aller à contre-courant. Dès la soirée du 11 septembre, il appela Bush au téléphone pour l'assurer que la Russie était du côté des E.U. dans cette épreuve. Les paroles du président russe furent suivies par des gestes concrets – l'ouverture de l'espace aérien pour les avions américains desservant l'opération en Afghanistan – au moins pour les missions humanitaires ; l'accord qui leur fut donné permettait d'utiliser des bases dans les républiques de l'Asie Centrale (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kazakhstan, Kirghizstan), les contacts des services russes avec leurs collègues de la C.I.A. pour l'échange d'informations sur les réseaux terroristes. En même temps, Moscou annonçait que la Russie fermait les anciennes installations militaires soviétiques à Cuba et au Vietnam.

Le choix de Poutine n'était nullement un coup de tête spontané ; ce fut une décision risquée mais réfléchie et pragmatique. Le maître du Kremlin comprenait que le drame du 11 septembre 2001 aurait un formidable effet égalisateur sur l'équilibre des forces dans le monde. Dans le contexte de la guerre contre le terrorisme international, Moscou, forte de la situation géopolitique de la Russie, devenait pour Washington le partenaire incontournable dont les intérêts doivent être pris en compte davantage que jusqu'à présent.

Les intérêts du président russe sont évidents : faire rentrer la politique américaine dans les champs du droit et des organisations internationales, surtout des Nations unies atténuant leur propension à l'unilatéralisme par la nécessité de partager les risques et les responsabiliser, légitimer la guerre en Tchétchénie comme une « action antiterroriste », se donner les arguments supplémentaires pour le dossier du système de défense antimissile soulignant qu'il serait inopérant face au terrorisme, élargir la coopération économique, notamment dans les négociations pour l'adhésion de la Russie à l'O.M.C. et dans le problème de la dette extérieure.

La base des nouvelles relations était esquissée par certains analystes américains bien avant les événements du « septembre noir ». Déjà pendant la campagne présidentielle 2000, la fondation Canergie publia le « programme de rénovation des relations américano-russes »

dont l'idée centrale fut qu'elles ne doivent pas être bloquées par les conflits à propos du système antimissile, ou de l'élargissement de l'O.T.A.N., mais s'inscrire dans un cadre plus large dans lequel les possibilités de la coopération mutuellement avantageuse sont plus nombreuses que les motifs de discorde. Le rapport recommande de concentrer les efforts sur des objectifs plus réalistes comme prendre des initiatives pour la réduction des arsenaux nucléaires.

La première rencontre dans la capitale de la Slovénie en juin 2001 s'est heurtée aux problèmes de sécurité, au sort du traité A.B.M., aux réductions des armements stratégiques et à l'élargissement de l'O.T.A.N. Le drame du 11 septembre et la guerre en Afghanistan survenu entre les rencontres Bush-Poutine à Gènes et à Shanghai ont contribué à l'assouplissement progressif de positions abruptes. On peut citer en exemple le fait que les E.U. ont décidé de retarder les essais dans le cadre du traité A.B.M. Les progrès réalisés ne signifient pas que tous les problèmes sont résolus.

Ainsi, le 11 septembre a donné l'occasion à Poutine de renforcer le rapprochement stratégique avec les E.U. Cela illustre parfaitement le pragmatisme de sa politique étrangère.

1.3 LE CONFLIT E.U.-IRAK : UNE POLITIQUE PRAGMATIQUE TOURNEE VERS LES INTERETS NATIONAUX

Dans ce contexte de rapprochement avec les E.U., comment comprendre le virage spectaculaire pris par politique étrangère en février-mars 2003 : adhésion de Poutine au bloc franco-allemand opposé à la guerre en Irak et apparente menace d'une rupture avec Washington. Ces décisions de Moscou suscitent plusieurs questions qui devraient permettre de comprendre la nature et la portée du tournant de 2003. En premier lieu y eut-il, de la part de Poutine, une réévaluation réelle de son choix international des années précédentes ? Voulait-il en se raccrochant à la vieille Europe, soutenir la thèse d'un monde multipolaire opposé au monde unipolaire né en 1989 et dominé par les Etats-Unis ? Ou bien s'agissait-il seulement d'un ajustement momentané aux circonstances, correspondant à diverses composantes des intérêts nationaux de la Russie mais inscrit, in fine, dans le choix stratégique à long terme d'un rapport privilégié avec Washington, considéré comme le plus sûr moyen de ramener la Russie sur la scène internationale ? Par ailleurs, selon quelles données internes la Russie doit-elle définir son intérêt national ? Ce n'est qu'en partant de cette seconde série de questions qu'il semble possible de comprendre la position adoptée par la Russie dans l'affaire

de l'Irak et de mesurer la portée exacte du tournant représenté par le ralliement de Poutine à « l'axe Paris-Berlin ». Mais avant, il est nécessaire d'être convaincu de l'importance de la politique intérieure dans les prises de position internationale.

1.3.1. LA MOTIVATION DE LA POSITION RUSSE : LA DIMENSION INTERNE DE LA POLITIQUE ETRANGERE .

Depuis la disparition de l'U.R.S.S., un problème n'a cessé de préoccuper les hommes politiques et l'intelligentsia russe : la définition de l'intérêt national de la Russie, question souvent liée à celle de l'identité du pays. Cet intérêt national, en fonction duquel la Russie définit sa place et ses ambitions dans le monde, doit tenir compte d'un certain nombre de défis à affronter en cette aube du nouveau millénaire.

Quatre dangers pèsent sur la nature même de la Russie depuis qu'elle a succédé à l'U.R.S.S. : la contraction géopolitique : l'avenir de sa population ; la stabilité interne de la Fédération ; enfin, l'évolution des liens avec les Etats situés à ses frontières et qui, pour la plupart, constituaient, il y a peu encore, l'Empire.

En toile de fond de ces interrogations, il y a l'état économique du pays et le bien-être auquel aspirent ses habitants. La question lancinante posée par les Russes est celle du temps qui les sépare du redressement intérieur grâce auquel la Russie redeviendra, enfin, une puissance. La politique étrangère est, elle aussi, évaluée à cette aune : eu égard à sa faiblesse interne, la Russie est-elle en mesure de jouer un rôle international ?

La contraction géopolitique est une des conséquences les plus spectaculaires de la disparition de l'U.R.S.S. Le territoire de la Russie fut réduit de 24 pour cent par rapport à celui de l'Union soviétique ; et le pays perdit sa continuité territoriale, avec le cas de Kaliningrad. Toute l'organisation des frontières administratives en fut bousculée et l'incertitude en ce domaine favorisa des phénomènes négatifs : migrations clandestines, mouvements mafieux, revendications territoriales des Etats voisins ...

Le déclin démographique se greffe sur la contraction géopolitique. C'est un autre défi majeur pour la Russie de ce millénaire. La réduction territoriale de 1991 s'est accompagnée d'une perte importante de population – la Russie ne comptant plus que 150 millions d'habitants au lieu des 260 qui peuplaient l'U.R. S.S. Le déficit humain de la Russie a

diverses conséquences, comme le recours à l'immigration et la nécessité d'adapter l'armée à la nouvelle donne démographique.

La stabilité interne de la Fédération – liée au problème de sa composition multiethnique – et celle de ses frontières avec les anciennes Républiques soviétiques sont des questions qui se situent à l'intersection des problèmes internes et internationaux. L'option choisie par la Russie durant la guerre d'Irak y est étroitement liée. C'est à la lumière de la crise de printemps 2003 qu'il importe de considérer ces deux derniers défis.

1.3.2. NOUVELLES ALLIANCES RUSSES A L'OCCASION DU CONFLIT IRAKIEN.

Le 18 mars 2003, le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, lançait une mise en garde contre l'utilisation de la force en Irak, dès lors qu'elle n'était pas couverte par une décision du Conseil de sécurité. Propos très ferme, mais remarquable surtout parce qu'il émanait du ministre des Affaires étrangères et non de Poutine, lequel allait camper, tout au long de la crise, sur une prudente réserve dont il ne se départira à aucun moment.

1.3.2.1. UNE ATTITUDE PRAGMATIQUE VIS A VIS DES E.U.

A l'occasion de la crise irakienne, Poutine a opéré un remarquable exercice d'équilibre entre l'Europe et l'Amérique.

Sans doute avait-il, le mois précédent, exprimé son accord avec la position franco-allemande – ce qui fut interprété par Paris et Berlin comme la formation d'un axe d'opposition à la politique de Washington. Mais jamais le président du Kremlin ne s'est personnellement mis en avant, laissant au président français le soin de jouer les chefs de file. Ses interventions - rares – suggéraient que la Russie se posait en pays européen, capable de s'intégrer à l'Europe, et non en héraut d'un monde réellement multipolaire. En d'autres termes, la position de Poutine, qui n'a eu de cesse d'insister sur la solidité du partenariat avec les Etats-Unis, a été remarquable d'équilibre entre la « vieille Europe » et l'Amérique. Washington saisit d'ailleurs le message d'emblée : la Russie avait opéré un ajustement aux débats de l'heure mais n'avait pas revu ses priorités pour autant. La prise de Bagdad marqua la fin de ce jeu d'équilibre. Sans doute, un court moment, put-on s'interroger sur l'ambiguïté de la position russe. Quelques manifestations publiques contre la guerre n'indiquaient-elles

pas que l'anti-américanisme populaire se donnait libre court en Russie avec l'approbation – ou au moins dans le silence – des pouvoirs publics ? Quoi qu'il en soit, il faut souligner le caractère restreint de ces manifestations que l'on ne saurait en rien comparer aux mouvements qui se sont déployés dans le reste du monde. Et, surtout, il convient de noter leur interruption immédiate aussitôt la victoire américaine acquise.

Une question s'impose ici : Poutine pouvait-il soutenir sans réserves la politique de Bush ? Ou bien devait-il nécessairement intégrer dans ses calculs des éléments pesant sur ses relations avec son opinion publique et les élites russes, ainsi que des considérations de politique étrangère liées à l'intérêt national de la Russie ?

Le premier point qui mérite d'être mis en exergue est l'insistance de Moscou sur le respect des décisions du Conseil de sécurité. C'est là une composante essentielle de l'approche russe des relations internationales. Rappelons que la Russie – hier super-puissance, aujourd'hui Etat moyen sans marge réelle d'action dans les affaires du monde, privée de sa force militaire de naguère – ne conserve qu'une seule voie d'action : son siège permanent au conseil de sécurité, qui atteste de son statut d'Etat important ? A cet égard, l'intervention de l'O.T.A.N. en Yougoslavie, en 1999, avait été un véritable choc pour la Russie. Cette intervention qui négligea le Conseil de sécurité et souligna par la même que Moscou ne comptait pas dans l'ère internationale, avait profondément heurté les responsables du Kremlin. Leur présence dans le « club des grands », c'est d'abord au sein du Conseil de sécurité qu'elle se manifeste ; d'où l'attachement répété de Poutine au débat légal en 2003. C'était la position internationale de la Russie qu'il défendait par cette insistance, et non une posture spécifique sur l'affaire irakienne – à l'inverse des pays qui, en 1999 avaient entériné le contournement du Conseil de sécurité, mais s'y opposèrent en 2003

Pour la Russie, le recours au Conseil de sécurité est une constante, non une commodité momentanée, et la légalité ne souffre pas d'exception ; elle est une règle absolue et permanente. Ce qui implique, au demeurant, que les responsables russes se tiennent pour les véritables et les plus sûrs défenseurs du recours à la légalité.

Ainsi, Poutine appuie sa politique étrangère sur les décisions du Conseil de Sécurité ce qui leur confère une certaine légalité.

1.3.2.2. LE PRAGMATISME ECONOMIQUE.

La position pro-européenne de la Russie à l'occasion du conflit irakien s'explique en raison des accords pétroliers la liant avec l'Irak.

Sur le plan régional – qui a été au cœur du conflit de 2003 -, l'Irak était justement l'un des pays que la Russie se devait de ménager. Les années 1990 avaient été marquées par l'échec des entreprises soviétiques au Moyen-Orient. Les alliés que l'U.R.S.S. s'y était faits l'avaient quittés l'un après l'autre, à l'exception de l'Irak de Saddam Hussein, où Moscou avait d'importants intérêts économiques. S'aligner totalement sur Washington aurait été peu prudent, compte tenu de l'idée largement répandue en février-mars 2003 que la campagne d'Irak risquait de se solder pour les E.U. par une quasi-« vietnamisation ». Dès 2001, Washington avait compris que la Russie devait disposer d'appuis régionaux pour jouer son rôle dans le règlement du conflit israélo-palestinien, et qu'un resserrement de ses liens avec l'Irak et la Syrie était donc nécessaire. Mais, une fois passée la victoire américaine – plus rapide et plus aisée qu'on ne l'avait cru, même à Moscou, peut-être sous l'influence des sombres prévisions françaises -, la réaction fut rapide.

En même temps, Poutine aura démontré aux Etats dont le partenariat lui importe – la Chine, l'Inde et l'Iran – que les relations avec la Russie pouvaient être stables. Il s'agit ici, comme le cas de l'Irak, de pays avec lesquels Moscou entretient des relations normalisées, voire amicales, ce qui peut, à terme, contribuer à renforcer la dimension internationale de la Russie. Telle est la stratégie russe ; telle est, aussi l'interprétation qu'en fait Washington. D'où l'importance du choix, moins irakien que légaliste, opéré par Poutine au printemps 2003.

Ainsi, Poutine a opéré un remarquable ajustement entre ses intérêts stratégiques et ses intérêts économiques.

1.3.2.3. UNE DECISION INFLUENCEE PAR LES MUSULMANS RUSSES

La décision de Poutine a aussi été influencée par les musulmans qui occupent une place de choix dans la politique étrangère russe et dans sa politique nationale.

A la charnière des préoccupations internationales et intérieures se situent plusieurs questions – le rôle de l'islam ; le terrorisme la coopération de la Russie avec les Etats musulmans de la C.E.I. et avec la Chine – qui confortent la volonté russe d'élaborer une stratégie d'ensemble de ses frontières. Pour la Russie, l'islam est tout à la fois un problème intérieur et extérieur. Près de vingt millions de musulmans vivent aujourd'hui à l'intérieur de ses frontières – principalement dans les importantes Républiques du Tatarstan et de la Bachkirie, mais aussi dans celles, plus petites, du Caucase, dont les irrédentistes Tchétchénie. Depuis le début des années 1970, l'islam s'est affirmé partout en Russie comme un facteur

d'identification nationale et le débat fait actuellement rage pour savoir quelle attitude adopter à son égard. Peut-on négliger le fait que, début avril, le président de la Direction centrale des musulmans de la Russie ait annoncé qu'il proclamerait le Djihad – il avoua qu'il avait été lui-même tenté de le lancer – était légitime selon les canons religieux, il était tout de même en totale contradiction avec termes du droit russe ; or les musulmans de Russie – en particulier vis-à-vis de ce conflit – et suggérait que Poutine devait intégrer dans sa réflexion le poids de sa population islamique, qu'elle soit croyante ou non. Ce qui entre en ligne de compte ici, c'est l'aspect politique de l'islam, son rôle en tant que mode d'identification à une nation ou à une civilisation.

1.3.2.4. LES STRUCTURES REGIONALES DE SECURITE.

Enfin, la position russe lors du dernier conflit irakien s'explique aussi par la volonté de Poutine à faire face à l'insécurité constante qui règne aux frontières russes.

Aux frontières russes, islam et conflits locaux se combinent, créant une insécurité constante : la Tchétchénie est un problème intérieur, mais qui menace de devenir pan-caucasien ; la Géorgie, elle, doit faire face aux dissidences abkhaze, adjare et sud ossète. En Asie centrale, des raids terroristes ont déjà mis en cause la stabilité du Kazakhstan, de la Kirghizie et de l'Ouzbékistan. Pour protéger ses voisins, mais aussi ses propres Républiques musulmanes, la Russie multiplie les organisations collectives. Citons par exemple le « Groupe des Cinq » de Tachent (Russie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizie et Kazakhstan) – fondé au sein de la C.E.I. – consacré à la lutte commune contre le terrorisme, ou encore la « Communauté économique euro-asiatique » (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie et Tadjikistan) destinée à faciliter la coopération économique entre ses membres.

La lutte contre le terrorisme est également la première raison d'être de « l'organisation de Shanghai ». Quand la Russie se proclame solidaire des E.U. dans ce combat anti-terroriste qui, dans les deux pays, est tenu pour un enjeu de civilisation fondamental, elle n'arrive donc pas les mains vides : elle s'appuie sur des systèmes d'alliances préexistants, conçus pour défendre sa sécurité.

Les liens tissés par Moscou avec les E.U., la Chine et les groupes régionaux, mais aussi le soucis de ne pas confondre islam et extrémisme et de se poser en pays « euro-musulman » : autant de choix opérés par la Russie pour s'arracher de l'isolement qui suivit la

disparition de l'U.R.S.S., pour compenser la contraction géopolitique et retrouver une place éminente sur la scène internationale.

En dernier ressort, le délicat jeu d'équilibre conduit par Poutine dans la crise irakienne a été inspiré tout à la fois par la prise en compte des faiblesses structurelles de la Russie – contraction géopolitique et tragédie démographique, insécurité intérieure et extérieure – et par le constat que c'est dans un partenariat avec l'Occident conduit par Washington que la Russie a le plus de chance de trouver les moyens d'un progressif redressement. A s'opposer durablement aux E.U., elle s'exposerait, en effet, à voir leur pression s'accroître partout où ses intérêts sont en jeu : à ses frontières instables, sur les circuits pétroliers et les grandes voies économiques, auprès de ses partenaires... En un mot, le choix russe en faveur d'une coopération avec les E.U. – on le constate dans la manière désormais apaisée dont Moscou réagit à l'élargissement de l'O.T.A.N. et cherche même à y jouer un rôle – témoigne de deux éléments fondamentaux qui déterminent la politique extérieure russe : la volonté de se situer en tant que puissance installée dans le club des Etats civilisés d'Occident ; et le souhait d'éviter, au sein de ce club et grâce à lui, le déshonneur que représenterait la perte du statut de puissance et la mutation en Etat négligeable. Pour gagner ce pari – enjeu de son mandat présidentiel et, probablement, du suivant – enjeu de son mandat présidentiel et, probablement, du suivant, Poutine ne connaît qu'une voie : celle du pragmatisme intégral.

2. L'ELARGISSEMENT DU PARTENARIAT RUSSE EN EUROPE.

Vladimir Poutine, qui a affirmé à maintes reprises l'euroanéité de son pays, a exposé son projet européen à Helsinki, le 19 octobre 1999- il est alors Premier ministre. Dans la « Stratégie du développement des relations de la Russie avec l'U.E pour 2000-2010 », il développe l'idée qu'il se fait de la place de la Russie en Europe. « Grande puissance mondiale s'étendant sur 2 continents », la Russie entend « garder sa liberté afin de définir et de mener sa propre politique intérieure et extérieure » et de préserver « les avantages que lui confère le fait d'être un Etat eurasiatique et le pays le plus important de la C.E.I. ». De ce fait, elle n'a pour objectif au cours de la décennie à venir ni d'intégrer l'U.E. ni d'y être associée, mais de développer avec elle toutes les coopérations possibles. Son but est de construire « une Europe unie sans ligne de partage ».

Ainsi, l'étude des relations internationales russes entre d'une part ses anciens alliés et d'autres part l'U.E. met en exergue les trois fondements de la politique étrangère suivie par Poutine : pragmatisme, économisation et surtout multivectorialité.

2.1. LES RELATIONS AVEC L'U.E. : ECONOMISATION ET MULTIVECTORIATE.

L'élargissement de l'U.E. à l'Est pousse la Russie à s'intégrer à cette Europe unie qu'elle appelle de ses vœux : il crée en effet de nouveaux équilibres qui peuvent se révéler pour elle aussi positifs que négatifs. Les dirigeants russes n'ont pas manifesté jusqu'à présent d'hostilité à son égard ; « Jamais dans l'histoire de l'Europe, affirme Igor Ivanov, le 20 avril 2001, les conditions n'ont été aussi favorables à la construction d'une Europe démocratique vraiment unifiée sans ligne de partage ». Pour pouvoir la saisir, la Russie doit être vigilante ; elle doit veiller à faire entendre son point de vue, à faire respecter ses intérêts nationaux et à ne pas se laisser oublier ou marginaliser. Elle demande donc avec insistance à ses partenaires européens des consultations permettant d'étudier dans tous les domaines (économie et commerce, régime de franchissement des frontières, enclave de Kaliningrad, ...) l'impact que ce processus aura pour elle. Une demande favorablement accueillie pour par l'U.E., elle aussi soucieuse de l'avenir de ses rapports avec Moscou, aujourd'hui compliquée par la guerre de Tchétchénie : à plusieurs reprises un règlement politique du conflit, insistant sur le fait que le partenariat Russie-U.E. ne prendra tout son sens que lorsqu'il sera basé sur des « valeurs communes ».

2.1.1. DEVELOPPER LA COOPERATION AVEC L'EUROPE : LA LOGIQUE ECONOMIQUE.

La Russie est dépendante de l'U.E. qui représente 40 pour cent de ses échanges commerciaux et un tiers de ses investissements étrangers faits sur son sol ; après l'élargissement, sa part passera respectivement, selon les calculs russes, à quelque 50 pour cent et 40 pour cent. En sens inverse, l'engagement est bien moindre : la Russie fournit aux pays membres une partie non négligeable de leur énergie (14,1 pour cent de leurs importations en pétrole et de produits pétroliers), mais elle ne représente que 3,3 pour cent du total de leurs importations et 2,9 pour cent de leurs exportations.

La Russie cherche par ailleurs en Europe des soutiens pour contrer les projets américains. Elle s'interroge notamment sur les démarches européennes en matière de défense. Elle observe avec attention le souci des Quinze d'accélérer la mise en œuvre d'une politique commune de sécurité et de défense, un souci dont est particulièrement révélatrice, à ses

yeux, la décision de créer une force européenne de réaction rapide – qu'elle perçoit avant tout, pour le moment, comme un moyen d'affaiblir l'O.T.A.N.

2.1.2. DE NOMBREUSES INITIATIVES MULTILATERALES ET BILATERALES.

Conformément au programme d'action défini dans la « Stratégie » d'octobre 1999, la Russie utilise les canaux et les mécanismes disponibles pour développer le dialogue et la coopération afin que ses intérêts soient pris en compte. Elle attache une attention particulière aux sommets Russie-U.E., désormais bi-annuels, qui sont en général précédés de conversations entre les dirigeants russes et la « troïka » européenne. Elle cherche par ailleurs à développer, en les faisant financer par les pays européens, des infrastructures qui pousseraient les Européens à s'engager à ses côtés. Elle accueille ainsi favorablement l'idée, lancée en octobre 2000 à Paris, d'un partenariat énergétique qui pourrait notamment déboucher sur la construction d'un nouveau gazoduc.

Au niveau bilatéral, la particularité de la politique de Poutine, si elle reste dominée par le traditionnel partenariat avec l'Allemagne ainsi que par celui avec la France et, dans une moindre mesure, avec la Grande-Bretagne, est d'intégrer tous les pays membres de l'U.E. ainsi que les pays candidats. Une fois de plus, les démarches sont empreintes de pragmatisme.

Le partenariat avec l'Allemagne, facilité par la connaissance personnelle que le président russe a de ce pays, se traduit par un dialogue régulier et nourri au plus haut niveau. Pour des raisons en partie historiques, l'Allemagne est perçue comme mieux à même de comprendre les problèmes russes que les autres pays européens. Elle est aussi perçue comme la « locomotive des rapports de l'U.E. et, plus généralement, de l'Europe avec la Russie », les autres pays, notamment la France ou la Grande-Bretagne, n'apportent en définitive que des nuances aux rapports définis. Leurs liens sont renforcés par le fait que l'Allemagne est le principal créancier de la Russie et son principal partenaire économique et commercial. Chaleureuse, la relation russo-allemande n'est dénuée de tout problème. Elle est assombrie, comme toutes les relations russo-européennes, par la guerre en Tchétchénie ainsi que par la question de la dette, dont le chancelier Schröder refuse l'annulation. Elle le sera aussi inévitablement, si celui-ci se produit, par un nouvel élargissement de l'O.T.A.N. Cette relation n'est pas non plus exclusive. Elle s'insère et, comme le souligne un chercheur russe, il ne peut en être autrement sous peine de susciter des inquiétudes qui iraient à l'encontre des objectifs

poursuivis par les deux parties dans un contexte de coopération multilatérale. Elle est notamment complémentaire de la relation russo-française.

Dans un premier temps, ce n'est cependant pas vers Paris, mais vers Londres, que se retourne le président Poutine. C'est là qu'il fait, les 17 et 18 avril 2000, son premier voyage à l'étranger « non-C.E.I » après son élection. Cette visite lui permet de montrer que les critiques à l'égard de son action en Tchétchénie n'ont pas pour conséquence la mise au ban de la communauté internationale de la Russie. La relation avec la Grande-Bretagne, plus que celle avec les autres pays, est aussi à replacer dans sa dimension euro-atlantique : d'emblée le Premier ministre Tony Blair propose que son pays soit un « pont » et un médiateur entre la Russie et les E.U.

Les critiques françaises, plus vives que dans d'autres pays européens, à l'égard de la guerre en Tchétchénie, expliquent probablement que Poutine ait attendu octobre 2000 et la tenue du sommet U.E.-Russie pour se rendre en France. Le dialogue, alors relancé n'est pas aussi nourri que celui avec Berlin. Moscou n'en demeure pas moins très attachée à la relation avec Paris qui continue d'être perçue comme le porteur de l'idée historique d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural » et de la contestation de la suprématie américaine en Europe. Les positions françaises et russes coïncident en outre sur plusieurs sujets jugés essentiels à Moscou (le projet américain A.M.D., le traité A.B.M., les sanctions contre l'Irak, la multipolarité et, en 2002, la Macédoine), la France est perçue, pour reprendre l'expression d'un chercheur russe comme un « allié naturel ».

Privilégiés, ces trois partenaires ne monopolisent pas les efforts de la Russie. Poutine manifeste un grand intérêt pour les pays du sud de l'Europe : l'Italie, où il se rend les 5 et 6 juin 2000 ; l'Espagne, où il fait, les 13 et 14 juin, un voyage remarqué - l'absence de contentieux entre les deux pays et le fait que Madrid cherche à jouer un rôle plus actif en Europe en expliquant ce choix ; enfin la Grèce et le Portugal.

Il développe aussi le dialogue avec les pays du nord de l'Europe (Norvège, Finlande, Suède) et avec l'Autriche où il se rend en février 2001. Ainsi Poutine cherche à diversifier le plus possible ses partenariats.

Il se retourne par ailleurs vers les pays d'Europe centrale. A l'heure de l'élargissement de l'U.E. à l'Est, qui pourrait s'accompagner d'une deuxième vague d'élargissement de l'O.T.A.N., Moscou n'a d'autre solution, sous peine de compliquer son intégration à l'Europe, que de faire taire son amour-propre et d'accepter ce qui, à ses yeux, est inacceptable : l'entrée dans l'O.T.A.N. de trois de ses anciens alliés.

Ainsi, en Europe Occidentale, Poutine cherche à diversifier le plus possible les partenariats avec les différents pays moteurs de l'U.E. sans pour autant négliger les Etats que l'on pourrait qualifier de secondaires.

2.2. LE PRAGMATIME DE LA POLITIQUE DE POUTINE VIS-A-VIS DE SES ANCIENS ALLIES.

2.2.1 UN DIALOGUE RENOUVELE AVEC SES ANCIENS ALLIES

Vladimir Poutine a renoué, non sans mal, des relations très distendues depuis le milieu des années 1990. Le début de sa présidence coïncide avec de fortes tensions avec la Pologne, liées à l'adhésion à l'O.T.A.N., mais aussi à l'expulsion en janvier 2000 de plusieurs diplomates russes et au soutien polonais à la cause tchéchène.

Pragmatique, Poutine sait par ailleurs qu'une intégration à l'Europe implique de dédramatiser les relations avec les pays baltes. La visite à Moscou puis à Kaliningrad du président lituanien Adamkus, du 29 au 31 mars 2001, quelques semaines après la rencontre en Autriche du président Poutine et de la présidente lettone, madame Vike-Freiberga, confirme la méthode Poutine : le dialogue est perçu comme le moyen de s'imposer, d'affaiblir les arguments de ceux qui sont favorables à l'adhésion des pays baltes à l'O.T.A.N., de trouver des solutions au problème que posera l'enclavement de Kaliningrad après l'adhésion à l'U.E. de la Lituanie et de la Pologne.

L'intégration à l'Europe ne signifie pas, les dirigeants russes l'ont clairement dit, l'abandon de son statut de « pays le plus important de la C.E.I. » et d'Etat eurasiatique. Ce discours s'est traduit, depuis l'arrivée de Poutine au pouvoir, par une série de démarches visant à reprendre l'initiative dans l'espace anciennement soviétique.

2.2.2 LA RUSSIE A LA CONQUETE DE SES POSITIONS TRADITIONNELLES.

Retrouver une influence qui s'est sérieusement détériorée au cours des années 1990 dans un espace que la Russie continue de considérer comme sa sphère d'influence est perçue par Poutine comme la condition de redressement des positions de son pays dans la vie internationale. Son ambition n'est pas de créer un empire, ni même de recréer un empire, ni même de recouvrer des positions hégémoniques, mais de retrouver des alliés, d'obtenir de ses partenaires de la C.E.I. qu'ils ne concurrencent ni ne menacent les intérêts de la Russie, et

qu'ils soutiennent sa politique étrangère au lieu de soutenir (comme certains d'entre eux l'ont fait) celle de Washington. Les pays au sud de ses frontières (Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Georgie, Moldavie), qui ont pris leurs distances en se regroupant, à partir de 1997, au sein d'un forum, le G.U.A.M. (soutenu par les E.U.), sont l'objet de toutes les attentions. Ce que cherche le président russe, c'est à déstabiliser l'axe Est-Ouest qui s'est ainsi formé et que confortent le tracé des nouvelles voies d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne ainsi que TRACECA, ce corridor de communication allant de l'Asie centrale à l'Europe.

Dès son arrivée au pouvoir Poutine se tourne vers l'Ukraine dont l'indépendance n'a été acceptée en Russie qu'à regret et dont la politique étrangère a grandement contribué à infléchir les positions russes. Il entreprend de resserrer dans tous les domaines les liens avec ce beau pays qui a été un des plus beaux fleurons de l'empire russe, la crise qui y sévit depuis l'été 2000 ouvrant pour la première fois depuis 1991 « une fenêtre d'opportunité ». La Russie relance de manière spectaculaire le dialogue politique (les présidents Poutine et Koutchma se rencontrent huit fois en 2000) et exerce de sérieuses pressions sur une Ukraine fortement endettée et dépendante dans le secteur énergétique, prenant notamment le contrôle de sociétés ukrainiennes dans les secteurs clefs de l'économie.

La Géorgie est, après l'Ukraine, le pays du G.U.U.A.M. qui fait l'objet des pressions russes les plus fortes. A ce pays qu'elle accuse de soutenir la résistance tchéchène, la Russie demande de tenir compte des intérêts russes dans sa politique concernant l'évacuation du pétrole et du gaz de la Caspienne ainsi que dans ses relations avec les pays occidentaux et l'O.T.A.N., et d'accepter le maintien de deux des bases militaires russes. Pour parvenir à ses fins, elle exerce sur Tbilissi des pressions à la fois politiques et socioéconomiques, suspendant à plusieurs reprises ses livraisons d'énergie et imposant depuis le 5 décembre 2000 un régime de visas dont sont exemptés les ressortissants des régions sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud.

La Russie n'a pas les moyens économiques et financiers qui lui permettraient de s'attacher durablement ses partenaires et de concurrencer les pays occidentaux. Inverser les rapports de force qui lui restent défavorables dans la zone de la Caspienne est de ce fait un objectif difficile à atteindre. Dans cette région à ses yeux essentielle, le président Poutine a pourtant réussi à reprendre en quelques mois l'initiative, a renoué avec plusieurs de ses voisins et elle a, semble-t-il atteint l'un de ses grands objectifs : déstabiliser le G.U.A.M. La proposition faite au moment du sommet des chefs d'Etat de ce forum du 7 juin 2001 par le

président moldave d'y faire entrer la Russie en tant qu'observateur montre que les équilibres ont changé.

Ainsi, le pragmatisme de la politique étrangère de Poutine permet à la Russie de renouer des relations avec ses anciens alliés et par-là même de se repositionner en situation de dominant au sein de la C.E.I. et de faire valoir ses intérêts économiques. Le réalisme de poutine s'illustre aussi en examinant la position de la Russie en Asie

3.RATIONALISATION DE LA POLITIQUE ASIATIQUE DE LA RUSSIE.

Depuis le début des années 1980 et le discours de Mikhaïl Gorbatchev à Vladivostok en 1986, l'intérêt de l'U.R.S.S. puis de la Russie pour l'Asie fait l'objet d'une remarquable continuité qui s'explique pour une large part par l'importance économique, politique et stratégique prise par l'Asie au cours de cette période. Cette politique asiatique de la Russie se trouve donc orientée par ce double facteur de l'économique et du stratégique.

Vladimir Poutine dans son souci de rétablir la puissance russe sur la scène internationale en tant que puissance politique et pas uniquement en fonction d'intérêts stratégiques, a choisi à nouveau un positionnement plus équilibré - moins exclusivement orienté en direction de la R.P.C.- et ceci tout particulièrement après les attentats 11 septembre.

3.1. LES RELATIONS SERAINES ET EQUILIBREES AVEC LE JAPON.

Les relations de la Russie avec le Japon ne sont pas, aujourd'hui, mauvaises. Aucune divergence stratégique profonde ne les oppose et au niveau économique une véritable complémentarité existe, particulièrement en ce qui concerne les questions énergétiques et le développement de l'Extrême-Orient.

En dépit des problèmes qu'il rencontre depuis 10 ans, le Japon reste en effet le seul en Asie à disposer des moyens d'une véritable politique de développement de la Russie. Toutefois, pour des raisons qui tiennent à la fois aux questions de politique interne mais également à la nécessité pour la Russie comme pour le Japon de voir reconnue leur puissance non seulement par l'autre partenaire mais également par l'ensemble des partenaires

régionaux, la question des îles Kouriles ne peut être résolue rapidement et pèse sur un véritable approfondissement des relations russo-nipponnes.

Moscou partage pourtant aujourd'hui avec Tokyo une même volonté de rééquilibrage stratégique régional face à la montée en puissance de la Chine. La Russie, comme Tokyo, souhaite jouer un rôle dans le règlement de la question nord-coréenne. Poutine s'est rendu en Corée du Nord pour tenter d'entrer à nouveau dans un jeu à aujourd'hui monopolisé dans la région par une Chine qui ne souhaite la participation ni de Tokyo ni de Moscou aux négociations quadripartites.

De même, les liens avec l'Inde sont resserrés et pour des raisons d'intérêt à la fois mercantile et d'équilibre stratégique en Asie centrale et face à la Chine, l'Inde est le deuxième partenaire de Moscou en ce qui concerne le commerce des armements, très largement derrière Pékin. Signe d'une entente plus profonde, les armements fournis par la Russie à l'Inde sont d'ailleurs plus sophistiqués que ceux que la Russie accepte de fournir à l'armée chinoise. Avec l'Inde, Moscou partage en effet des analyses stratégiques très proches, y compris d'ailleurs, depuis le 11 septembre 2001, en ce qui concerne les questions terroristes et les relations avec les Etats-Unis.

3.2 LES RELATIONS AVEC LA CHINE : LA FIN DE L'UNILATERALISME.

Toutefois, la R.P.C. demeure pour Moscou, en raison des défis qu'elle pose et des opportunités qu'elle semble offrir, l'élément pivot de sa politique asiatique. La Chine et la Russie ont signé, le 16 juillet 2001, un « traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération » qui se voulait la concrétisation du « partenariat stratégique » progressivement mis en place entre les deux pays depuis le milieu des années 1990. Dix ans après la fin de la guerre froide, il pouvait apparaître comme la résurgence d'un « bloc de l'Est » essentiellement défini par son opposition au « camp occidental ». Toutefois, les divergences qui subsistent nombre de sujets, tant au niveau des relations bilatérales qu'à celui de l'analyse stratégique limitaient fortement la portée de cet accord et la principale permanence historique des relations entre les deux pays semble bien être celle d'une méfiance réciproque toujours présente.

3.2.1 LES FACTEURS DU NOUVEAU PARTENARIAT RUSSO-CHINOIS.

La logique du traité d'amitié russo-chinois signé le 16 juillet 2001 était essentiellement extérieure à la relation bilatérale et s'inscrivait dans un discours sur la

multipolarité érigée.- à Pékin comme à Moscou – en instrument d’opposition à « l’hégémonisme américain ». La Chine espérait retrouver avec la Russie les avantages du jeu triangulaire de la guerre froide et ses effets multiplicateurs de puissance, tout en tenant compte de l’évolution du rapport de force survenue depuis 1999. Il s’agissait donc pour elle de s’allier avec le deuxième élément faible du triangle - la Russie – pour contrer la puissance de l’élément le plus fort - les E.U. Moscou, pour sa part, voyaient dans le « partenariat stratégique » avec Pékin un moyen de compenser l’affaiblissement de ses positions sur la scène internationale et de conforter sa marge de manœuvre dans ses relations avec Washington.

La sécurité est sans nul doute le domaine où les relations entre la Russie et la Chine avaient enregistré les évolutions les plus visibles. Après des décennies de confrontation ayant donné lieu à plusieurs incidents armés, Moscou et Pékin ont apuré leur contentieux et se sont progressivement engagés, dans une coopération militaire à grande échelle. Le commerce des ventes d’armes constitue toujours l’élément central de cette nouvelle coopération russo-chinoise. Pour Moscou, les ventes d’armes à la Chine représentent en effet une importante source de revenus qui soutient l’industrie de défense russe. La Chine, pour sa part, voit dans cette coopération un moyen d’accélérer la modernisation de ses forces armées et de renforcer son potentiel militaire. Aujourd’hui, la Chine est donc le principal client du complexe militaro-industriel russe. Elle représente en moyenne 40 pour cent des exportations d’armes de la Russie pour un montant annuels estimé à 2000 à plus d’un milliard de dollars.

3.2.2 DES VISIONS STRATEGIQUES DIVERGENTES AU PLAN REGIONAL ET GLOBAL.

Le rapprochement sino-russe obéit à plusieurs facteurs. Mais en réalité, derrière l’union apparente, deux logiques divergentes coexistent, qui viennent fragiliser la portée du rapprochement. Pékin « gardien du temple » du socialisme continue de privilégier la logique de la confrontation plutôt que celle de l’intégration au nouvel ordre mondial de l’après guerre froide. La nouvelle Russie semble au contraire beaucoup plus favorable à la coopération, y compris avec les E.U. Par ailleurs, la logique du rapprochement sino-russe apparaît beaucoup plus négative que positive et cette logique reste très largement extérieur au contexte bilatéral. Sur toutes les grandes questions, au niveau régional comme au niveau global, des divergences nombreuses existent donc entre les deux pays et viennent souligner la rupture radicale entre deux Etats qui appartiennent bien aujourd’hui à deux camps opposés.

Au niveau régional, la divergence principale se situe au niveau de la perception des menaces, d'où découlent des analyses différentes concernant notamment la mise en place du TMD où les relations avec l'Inde. Alors que l'Inde ne souhaite pas voir émerger en Asie d'autre « pôles » concurrents, Moscou souhaite, au contraire, équilibrer ses relations dans la zone avec la Chine – partenaire incontournable – mais également le Japon et l'Inde. Pour la R.P.C., la volonté du Japon de se voir reconnu un rôle plus important dans la zone ou l'émergence progressive de l'Inde ne sont pas considérés de manière positive. Dans le même ordre d'idée, si les relations avec une Russie très affaiblie sont décrites aujourd'hui comme bonnes par les analystes chinois, l'éventualité d'un retour de la Russie en Asie en tant que véritable puissance est en revanche rejetée. C'est la faiblesse de la Russie – et son retrait d'Extrême Orient – qui rend possible aux yeux de Pékin la nouvelle alliance russo-chinoise. A contrario, en dépit de ses problèmes actuels, Moscou n'a pas caché sa volonté de retour en Asie, dont la première concrétisation serait la reprise en main de l'Extrême-Orient, selon les termes utilisés au mois de juillet 2000 par Poutine. De même en Asie Centrale, même si la Russie et la Chine semblent partager au sein du même groupe de Shanghai une même crainte de devant la montée du « péril islamique », le soutien de la R.P.C. au Pakistan, sa politique ambiguë à l'égard des talibans sont venus souligner, après les attentats du 11 septembre, des différences majeures.

Au niveau global, la différence de position – et de d'intérêts – entre Moscou et Pékin est remarquable, comme le démontre la manière divergente de considérer les enjeux des projets américains de défense antimissile. Derrière l'anti-américanisme de façade, Moscou comme Pékin souhaitent se positionner comme le partenaire principal des E.U. La Russie souhaite notamment conserver – ou plutôt retrouver – son statut de « deuxième grand » que Pékin lui conteste de puis l'effondrement de l'U.R.S.S.

Au niveau bilatéral, les divergences sont également nombreuses et potentiellement conflictuelles, y compris dans des domaines présentés comme résolus. Ainsi, alors que depuis 1996, les questions frontalières entre la Chine et la Russie sont décrites comme « réglées à 99 pour cent », le nouveau traité d'amitié et de coopération mentionne à nouveau la nécessité de « poursuivre les négociations pour résoudre les problèmes frontaliers pour lesquels l'unanimité n'a pas été atteinte ».

3.2.3 DES ECHANGES ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX DECEVANTS.

Les échanges commerciaux entre la Russie et la Chine se sont élevés à près de 8 milliards de dollars en l'an 2000 et ont sensiblement progressés du fait notamment de la reprise économique russe. Ils sont restés très modestes au regard du volume des échanges réalisés par la Chine avec ses autres partenaires. Ainsi, les échanges sino-américains ont représenté en 2000, près de 110 milliards de dollars.

Les projets de coopération dans le domaine de l'énergie sont à maints égards révélateurs des obstacles auxquels se heurtent les relations économiques russo-chinoises. En théorie, l'adéquation entre les besoins énergétiques croissants de la R.P.C. et la présence d'importantes réserves d'hydrocarbures en Sibérie Orientale est parfaite. Partant de ce constat, la Russie a proposé, dès le début des années 1990, plusieurs projets de gazoducs et d'oléoducs devant relier ces gisements aux grandes zones de consommation chinoises. Cependant, ces projets dont Moscou entendait faire le fondement des relations économiques bilatérales – n'ont à ce jour pas dépassé le stade des études de faisabilité. Leur réalisation a tout d'abord échoué sur la question des financements : ni la Chine ni la Russie ne disposent en effet des fonds nécessaires à la mise en œuvre de projets estimés à près de 10 milliards de dollars chacun.

Loin de constituer le fondement d'un véritable partenariat, les échanges économiques entre la Chine et la Russie sont donc plutôt une source de désillusions et de rancœur, qui pèse sur l'avenir des relations bilatérales.

3.2.4. UN PARTENARIAT DESEQUILIBRE.

Aux divergences d'intérêts stratégiques net au caractère limité des échanges économiques s'ajoute un facteur d'incertitude peut-être plus fondamental encore pour l'avenir du partenariat russo-chinois : le décalage grandissant entre les potentiels des deux pays. La décennie écoulée a, en effet, été marquée par un bouleversement spectaculaire du rapport de forces qui fondait la relation entre la Russie et la Chine depuis le XIXe siècle. Naguère puissance dominante, la Russie a connu un rapide déclin, tandis que la Chine, à l'inverse, ne cessait de se renforcer. Officiellement, certes, le « partenariat stratégique » repose sur l'égalité entre les parties ; mais la persistance de trajectoires aussi dissemblables ne pouvait pas, à terme, ne pas aboutir non plus à une redéfinition des relations bilatérales. Le Produit Intérieur Brut de la Chine serait aujourd'hui quatre fois supérieur à celui de la Russie. Le rapport de force évolue dans un sens comparable – quoi qu'à un rythme moindre – dans le domaine militaire. Le dispositif russe en Moyen-Orient a été considérablement réduit. Sa

capacité opérationnelle est, de surcroît, généralement considérée comme faible en raison des difficultés économiques du pays. Enfin, le déséquilibre démographique entre la Russie et la Chine ne cesse de s'accroître. La population russe ne compte plus aujourd'hui que 145 millions de personnes contre 148 millions en 1992. A l'inverse, la population chinoise devrait croître au rythme de 16 millions de personnes par an et atteindre 1,4 milliards d'habitants en 2010, avant de stabiliser à un niveau avoisinant 1,6 milliards d'habitants vers 2050. Potentiellement lourde de conséquence pour l'avenir, cette question se pose déjà avec une acuité particulière dans l'Extrême-Orient russe où les médias dénoncent « l'invasion chinoise ». Face au déficit démographique, la Russie craint en effet une immigration massive de l'ordre d'un million de personnes par an.

Quelle que soit la réalité des chiffres, en termes de perception la question est essentielle. Et ce d'autant plus que les craintes d'aujourd'hui sont l'écho de craintes plus anciennes, de peurs traditionnelles qui ne peuvent que réveiller entre la Chine et la Russie des tensions parfois enfouies pour des raisons stratégiques supérieures, mais jamais disparues. Le partenariat russo-chinois est donc fragile. Ce faisant, la Russie de Poutine est apparue renforcée alors que les positions chinoises au contraire apparaissent très affaiblies. Et ceci essentiellement en raison de la politique étrangère de Poutine qui privilégie la diversification de partenaires, aussi dans cette région du globe.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ENCEL, Frédéric, GUEZ, Olivier. La Grande Alliance, Paris, Flammarion, 2003.

CHAUPRADE A.: Introduction à l'analyse géopolitique, Paris, Ellipse, 1999

DELCOUR, L. : La politique de l'Union européenne en Russie (1990-2000) : de l'assistance au partenariat ? , Paris: L'Harmattan, Logiques politiques, 2002.

FACON, I. : Les relations politiques et de sécurité entre la Russie et l'Union européenne, Paris : Fondation pour la recherche stratégique, Recherches et documents, 2002.

La politique extérieure de la Russie de Poutine, Annuaire français de relations internationales, Bruyant, 2003.

Le 11 septembre : un nouveau souffle dans les relations russo-américaines ? , Annuaire français des relations internationales, Bruyant, 2002.

La politique extérieure de la Russie de Poutine : acquis, difficultés et contraintes, Annuaire français des relations internationales, Bruyant, 2002.

Facteurs permanents et fédérateurs de la politique extérieure Russe : entre blocage et renouvellement, Revue d'études comparatives est-ouest, vol XXXI, n° 2, 2000.

Quel nouveau cadre stratégique pour les relations russo-américaines ? Annuaire stratégique et militaire, 2002.

Russie- Union européenne : un rapprochement difficile, dossier Stratégie russe pour le XXI^{ème} siècle, Agir, n° 11/12, été-automne 2002.

Russie-Union européenne : quelles relations de sécurité ? ..Annuaire Stratégique et Militaire, Odile Jacob, 2003.

Les relations politiques et de sécurité entre la Russie et l'Union européenne, Recherche et Documents, n° 28, septembre.

La Russie de Vladimir Poutine en Asie Centrale : vers un renouvellement de la relation triangulaire Moscou-Pékin-Tokyo?, dossier : l'Asie orientale, Cahiers de Mars, n° 170, 3^{ème} trimestre 2001.

LORRAIN, Pierre, L'incroyable alliance Russie-Etats-Unis, Paris, Edition du Rocher, 2002.

RADVANI, Jouri: La nouvelle Russie, Paris, Armand colin, 2000.

PERIODIQUES:

Dossier: Stratégie russe pour le XXI^{ème} siècle, Agir, n°11/12,été-automne 2002

Dossier: La Russie,Les Cahiers de Mars, n°173, 2^{ème} trimestre 2002.

La Revue Internationale Stratégique: la Russie à la croisée des chemins, n°38, été 2002.

Le Courrier des Pays de l'Est: La Russie de Poutine, n°13, mars 2000.

Russie-Europe,n° 1025, mai 2002.

AYACHES, Georges, La Russie et l'élargissement de l'OTAN, Géoéconomie, n° 17, printemps 2001.

GUEBALI, Victor-Yves, l'OSCE face aux critiques de la Russie de Vladimir Poutine, Défense Nationale, N° 4, avril 2001.

LYNCH, Dov, La Russie face à l'Europe, Cahiers de Chaillot, Intitut d'Etudes de Sécurité de l'U.E, n° 60, mai 2003.

ROUBINSKI,Youri, Les éclats de l'Empire ou la communauté des Etats Indépendants, les Cahiers de l'IFRI, n° 33, 2001.

ROY, Olivier, l'Asie Centrale Contemporaine, Paris, Presse Universitaire de France, 2001.

BIANCO, Jean-Louis, Bilan et perspectives de la coopération entre la France et la Russie, Politique Etrangère, IFRI, 07/2001.

ANNE de TANGUY, Vladimir Poutine et l'Occident: l'heure est au pragmatisme,Politique Etrangère, 3/2001.

SOKOLOFF Georges, Poutine saura-t-il infléchir la trjectoire russe?, Politique Etrangère, 3/2001.

Hérodote, revue de géographie et de géopolitique, n° 104, 1 trimestre 2002.

Existe-t-il une menace à l'est de Didier CHALIFOUR, mars 2004.

CONCLUSION

Lorsque Boris Eltsine transmet le pouvoir à Vladimir Poutine, le 31 décembre 1999, il lui lègue une situation internationale qui n'est guère favorable à la Russie. Que ce soit dans les relations avec les pays occidentaux, au sein de l'espace anciennement soviétique, dans la région Asie- Pacifique ou ailleurs, la Russie n'est plus en mesure d'importer sa volonté. Dans bien des domaines, elle a perdu l'initiative et mène une politique avant toute défensive. Si le nouveau président russe veut renverser cette tendance, il lui faut agir et agir vite, car l'ordre international continue à rapidement se modifier, et de nouveaux défis (désaffection des Etats-Unis à l'égard de la Russie, projet américain de défense antimissile, élargissement de l'Union européenne (UE) et de l'O.T.A.N. sont déjà présents. Si la Russie n'y prend pas garde, elle risque de ne pas trouver sa place dans ce monde en mutation.

L'intense activité diplomatique déployée d'emblée par le présent Poutine suggère qu'il avait très vite pris conscience de l'importance des enjeux et qu'il en a tiré plusieurs conclusions. La première est que l'heure n'est plus à l'attentisme et à la politique de « la chaise vide », mais à l'action et au pragmatisme : pour faire entendre son point de vue et obtenir qu'il soit pris en compte, la Russie doit être présente et faire preuve de réalisme. La seconde concerne l'ordre de ses priorités, traditionnelle axées sur la relation - synonyme de puissance - avec Washington. Son affaiblissement de l'UE à l'Est qui peut être un facteur d'isolement aussi bien qu'une chance historique la conduisent à considérer d'un œil neuf sa relation à l'Europe. La troisième est que, pour tenter de faire accepter son point de vue par Washington et s'intégrer à l'Europe dans de bonnes conditions, la Russie doit améliorer sa position internationale. Elle doit en particulier retrouver au sein de l'espace anciennement soviétique une influence et des alliés qui lui ont fait cruellement défaut ces dernières années ; elle doit aussi continuer à tirer parti de son statut d'Etat eurasiatique en confortant les partenariats établis avec la Chine et l'Inde.

Ainsi, la politique étrangère russe menée par Poutine obéit aux trois préceptes suivant : multivectorialité, économisation et rationalisation. Bien que le président Poutine se soit résolument engagé dans ce sens, on peut néanmoins s'interroger sur son application

pratique sur le terrain. En effet, en Russie, il y a un décalage important entre la parole et les actes.